



**PRÉFET  
D'ILLE-  
ET-VILAINE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**ARRÊTÉ n°19606-1**  
**portant modification de l'arrêté du 31 octobre 1990 pour l'exploitation d'un centre de tri**  
**et de transit de déchets métalliques et batteries usagées exploité par la société**  
**LAIGLE RECYCLAGE à LUITRÉ-DOMPIERRE**

**Le préfet de la région Bretagne**  
**préfet d'Ille-et-Vilaine**

**Vu** le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;

**Vu** la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** le décret du 13 juillet 2023 nommant M. Philippe GUSTIN, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

**Vu** le décret du 22 septembre 2023 nommant M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 novembre 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2791 (installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782) ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31 octobre 1990 autorisant Monsieur Albert LAIGLE à exploiter un dépôt de métaux ferreux et non ferreux sur le site de la Helottière à LUITRÉ-DOMPIERRE (35133) ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 30 septembre 2015 ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 26 janvier 2024 ;

**Vu** le courrier en date du 23 février 2024 par lequel l'exploitant est invité à formuler ses observations ;

**Vu** l'absence d'observation de l'exploitant ;

**Considérant** que les évolutions réglementaires depuis 1990 ont modifié la nomenclature des installations classées et qu'il convient de mettre en conformité l'activité autorisée par arrêté préfectoral du 31 octobre 1990 au regard des nouvelles rubriques créées depuis ;

**Considérant** que dans le rapport de l'inspection des installations classées du 30 septembre 2015, relatif à la visite du 2 juillet 2015, il est reconnu l'antériorité de l'activité de transit de batteries et qu'il est conclu au bénéfice du classement sous le régime de l'autorisation pour la rubrique 2718 à hauteur de 25 tonnes pour le stockage de batteries usagées ;

**Considérant** que l'exploitant exerce depuis la création du site une activité de collecte des batteries au plomb qui relève dorénavant, compte tenu des évolutions, de la nomenclature de la rubrique 2710 pour un stockage maximal de 25 tonnes et bénéficie à ce titre de l'antériorité sur la rubrique 2710 soumise à autorisation ;

**Considérant** la parution récente de l'arrêté du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation qui concerne notamment les installations soumises aux rubriques 2710 et 2718 et que cet arrêté fixe des prescriptions en matière de prévention contre le risque accidentel ;

**Considérant** que l'arrêté préfectoral initial d'autorisation a été délivré en faveur de Monsieur Albert LAIGLE ;

**Considérant** que l'exploitation est aujourd'hui assurée par la société LAIGLE RECYCLAGE dont le numéro de SIREN est le 384 587 341 ;

**Considérant** qu'au vu de ces éléments, il convient de mettre à jour l'arrêté préfectoral du 31 octobre 1990 ;

**Sur proposition du** secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

## **ARRÊTE :**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

L'arrêté préfectoral du 31 octobre 1990 susvisé autorisant Monsieur Albert LAIGLE à exploiter un dépôt de métaux ferreux et non ferreux sur le site de la Helottière à LUITRÉ-DOMPIERRE (35133) est modifié et complété avec les dispositions précisées dans les articles suivants.

### **Article 2 :**

La société LAIGLE RECYCLAGE (SIRET 384 587 341) est autorisée à exploiter une installation de tri et transit de déchets de métaux sur le site de la Helottière à LUITRÉ-DOMPIERRE (35133), sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté et de l'arrêté initial d'autorisation du 31 octobre 1990.

### **Article 3 :**

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicable aux rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement listées ci-dessous.

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793 <b>La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant :</b> 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges	Entreposage de batteries	25 t	A
2710 -1 a	Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 1. Collecte de déchets dangereux : <b>La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant :</b> a) Supérieure ou égale à 7 t	Collecte de batteries	25 t	A
2713 - 1	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719 <b>La surface étant :</b> 1. Supérieure ou égale à 1 000 m <sup>2</sup> ;	Entreposage de déchets de métaux	22 040 m <sup>2</sup>	E
2791 - 1	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2971 <b>La quantité de déchets traités étant :</b> 2. Inférieure à 10 t/j ;	Cisaille pour les déchets de métaux	9 t/jour	DC

(\*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

#### **Article 4 :** Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative :

1°- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de 4 mois à compter du premier jour de la publicité du présent arrêté ;

2°- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi en utilisant l'application Téléréours citoyens accessible par le site <https://www.telerecours.fr>. »

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité.

Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (art. R.181- 51).

#### **Article 5 : Publicité**

En vue de l'information des tiers :

- Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de LUITRÉ-DOMPIERRE et peut y être consultée.
- Un extrait de cet arrêté est affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois.
- Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture d'Ille-et-Vilaine.
- L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **Article 6 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, le sous-préfet de Fougères-Vitré, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de LUITRÉ-DOMPIERRE, ainsi qu'à la société LAIGLE RECYCLAGE.

Fait à Rennes

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général

Le 08/06/2024

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'P. Larrey', written over a horizontal line.

Pierre LARREY